

France-Monts: Painting work

OJ S 62/2021 30/03/2021

Contract notice

Works

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: CEA Le Ripault

Town: Monts

NUTS code: FRB04 Indre-et-Loire

Postal code: 37260

Country: France

E-mail: louise.bigot@cea.fr

Telephone: +33 247344568

Internet address(es):

Main address: www.cea.fr

Address of the buyer profile: www.marches-publics.gouv.fr

I.3. Communication

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

www.marches-publics.gouv.fr

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: www.marches-publics.gouv.fr

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Recherche

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Petits travaux de dépannage gros œuvre et second œuvre

II.1.2. Main CPV code

45442100 Painting work

II.1.3. Type of contract

Works

II.1.4. Short description

La présente consultation a pour objet la mise en place d'accords-cadres pour la réalisation de petits travaux de second œuvre et de dépannage gros œuvre pour les besoins du centre CEA Le Ripault. L'accord-cadre envisagé couvrira les besoins de 0 à 25 000 EUR HT.

Dans un 1er temps, il est nécessaire de faire acte de candidature en respectant les conditions de l'avis de marché. Dans un 2nd temps, le CEA adressera aux sociétés retenues, suite à l'analyse des candidatures, une invitation à soumissionner.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

45410000 Plastering work, 45431000 Tiling work, 45442100 Painting work, 45430000 Floor and wall covering work

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

Corps d'état secondaire:

- plâtrerie;
- peinture, revêtement intérieur;
- carrelage et revêtement mural;
- revêtement de sol;
- ravalement et peinture extérieure;
- dépannage second œuvre, et gros œuvre;
- opération de mise en sécurité en attente de réparation;
- diagnostic de la panne;
- échanges standards de pièces défectueuses;
- réparations et test de retour au fonctionnement nominal.

L'accord-cadre envisagé couvre les besoins de 0 à 25 000 EUR HT. Il comprend une part forfaitaire pour l'exécution des travaux de dépannage, et une part exécutée par le biais de commandes pour les besoins en travaux de second œuvre.

Pour la part du contrat s'exécutant par le biais de commande, l'accord-cadre représente annuellement environ 80 affaires d'un montant moyen de 2 000 EUR HT.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 36

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Une tranche ferme de 24 mois et deux tranches optionnelles de six mois chacune.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Présentation des candidatures:

Le soumissionnaire devra y fournir les informations suivantes relatives à la situation propre des opérateurs économiques, y compris les exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession:

- le formulaire DC1 (lettre de demande de participation et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de demande de participation signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 dudit formulaire;
- le formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou tout autre document permettant de connaître le chiffre d'affaire annuel sur trois ans ainsi que la ventilation au regard des fournitures, prestations, ou travaux objet de cette consultation. Ces formulaires sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- attestation d'assurance civile et professionnelle (décennale) en cours de validité;
- les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (nom, adresse, courrier électronique, téléphone);
- attestations fiscales et sociales:

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales et sociales;

- le cas échéant, une note justifiant le recours à la sous-traitance, détaillant la nature, le volume ainsi que le montant des prestations qui seraient sous-traitées et démontrant la maîtrise des prestations sous traitées (dans cette hypothèse, le soumissionnaire devra compléter et joindre chaque déclaration de sous-traitance associée);
- le cas échéant, la convention de groupement précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement et leur montant.

Les accords-cadres sont de niveau «Secret Défense — SD» au sens de l'arrêté du 30.11.2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Cet accord-cadre donne accès à des informations classifiées intéressant la Défense nationale. Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés «Secret Défense — SD» par le titulaire dans ses locaux.

En conséquence, l'offre doit contenir une attestation d'une décision d'habilitation DGA en cours de validité, ou un dossier de demande d'habilitation dûment complété conformément aux indications figurant à l'article 4 (soumission du règlement de la consultation).

Ce document devra parvenir dans le délai de remise des offres mentionné dans l'invitation à soumissionner.

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en groupement momentané d'entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

À défaut d'avoir fourni son attestation, le candidat est réputé avoir renoncé à sa candidature.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres:

- les caractéristiques de l'entreprise: statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme; un extrait Kbis ou équivalent;
- une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant;
- le chiffre d'affaires global et le CA concernant les travaux objet de l'accord-cadre envisagé, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Seront admis à présenter une offre les opérateurs économiques dont le chiffre d'affaires atteint un niveau minimal permettant d'attester de leur capacité financière à assurer les prestations objet de celui-ci.

Ainsi, au titre de la présente consultation, seront admis à présenter une offre les candidats dont le chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois dernières années atteint au minimum 610 000 EUR HT.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- plaquette de présentation du candidat, identifications et renseignement du groupe industriel d'appartenance;
- des références pour des travaux, fournitures ou réalisation de prestations similaires au cours des trois dernières années, concernant des prestations similaires notamment en termes de technicité et d'enjeu.

Devront notamment être précisés: la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.5. Information about negotiation

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 12/04/2021 Local time: 16:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

Date: 19/04/2021

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 12 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

La case «Procédure concurrentielle avec négociation» de la rubrique IV.1.1) «Type de procédure» n'a été cochée que pour permettre la publication du présent avis au JOUE. Cette mention de nature technique n'a pas pour effet de soumettre le marché à la Directive 2014/24 /UE. En effet, compte tenu de son montant inférieur au seuil défini à l'article 4 de la directive précitée, le marché est passé selon une procédure adaptée, telle que définie à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif d'Orléans

Town: Orléans

Country: France

VI.5. Date of dispatch of this notice

25/03/2021